



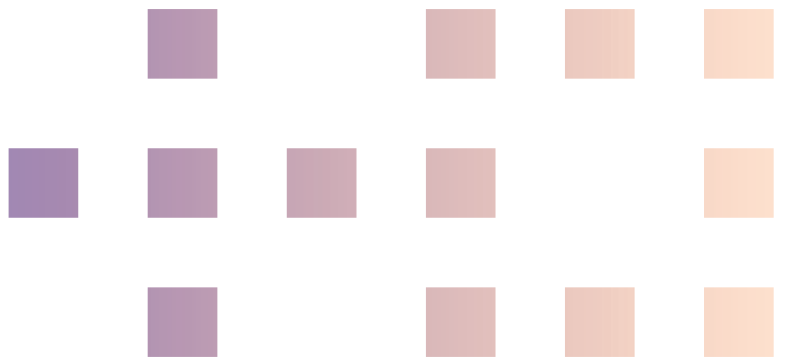
COUP DE SONDE IRAI-LÉGER
SUR L'ADHÉSION DU PUBLIC QUÉBÉCOIS
À L'IDÉE DE « RÉPUBLIQUE »



IRAI

IRAI n° XVII
Note 7
Juin 2023

MARC CHEVRIER



En couverture, figure Minerve, déesse romaine de la sagesse, de la philosophie et de la stratégie, sur un fond tricolore évoquant le drapeau des Patriotes de 1837-1838. L'un des rares symboles républicains québécois, Minerve fut longtemps représentée à la une du journal du même nom, dirigé par Ludger Duvernay de 1827 jusqu'à sa mort en 1852.

**COUP DE SONDE IRAI-LÉGER SUR L'ADHÉSION
DU PUBLIC QUÉBÉCOIS À L'IDÉE
DE « RÉPUBLIQUE »**

Coup de sonde IRAI-LÉGER sur l'adhésion du public québécois à l'idée de « République »

Marc Chevrier

IRAI n° XVII

Note n° 7

Juin 2023

**Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances
nationales (IRAI)**

www.irai.quebec

info@irai.quebec

Conception de la couverture : Nathalie TURCOTTE, designer graphique.

© IRAI, 2023

À propos de l'IRAI

Fondé en 2016, l'IRAI est un institut de recherche indépendant et non partisan qui a pour mission de réaliser et de diffuser des travaux de recherche sur les enjeux relatifs aux thèmes de l'autodétermination des peuples et des indépendances nationales. L'IRAI vise ainsi à améliorer les connaissances scientifiques et à favoriser un dialogue citoyen ouvert et constructif autour de ces thèmes.

L'IRAI s'intéresse autant aux enjeux nationaux qu'internationaux et fait appel à des expert-e-s d'ici et d'ailleurs. Ces chercheuses et chercheurs mènent leurs travaux de manière indépendante et suivant une approche scientifique. Les publications de l'IRAI sont soumises à un processus d'évaluation par les pairs.

L'IRAI est un organisme sans but lucratif entièrement financé par les dons du public.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Une idée à sonder	6
I - Constats généraux : Un appui tendanciel à la république au Québec.....	7
II - Les variations des réponses selon divers indicateurs sociaux ou géographiques.....	8
Conclusion : Une idée qui a du potentiel	9
Annexe 1 : Méthodologie.....	10
Annexe 2 : Tableau des résultats du sondage	11

NOTE BIOGRAPHIQUE



Marc Chevrier

Marc Chevrier est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal. Formé en droit à l'Université de Montréal et à Cambridge, il est docteur en science politique de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po). Il est notamment l'auteur de *La République québécoise* (Boréal, 2012, prix Richard-Arès du meilleur essai publié au Québec) et de *L'empire en marche* (PUL et Hermann, 2019, prix Richard-Arès), en plus d'avoir dirigé plusieurs ouvrages collectifs. Il publie régulièrement dans les revues *Argument* et *L'Inconvénient* ainsi que dans l'*Encyclopédie de l'Agora*.

Introduction : Une idée à sonder

Plusieurs enquêtes avaient déjà sondé le public québécois ou canadien sur l'abolition de la monarchie, mais sans aller plus loin. Le public québécois, largement favorable à l'abolition de la monarchie, serait-il pour autant prêt à embrasser l'idée de république ?

Commandé par l'IRAI et réalisé par la firme Léger, ce sondage aborde diversement le principe d'un État républicain, qui accompagne d'ordinaire l'abolition de la monarchie. Il comporte 12 questions testant l'adhésion de répondants québécois à diverses propositions qui touchent, outre à des symboles politiques, à des principes fondamentaux de l'État et de la démocratie au Québec. Ces questions ont été posées de manière aléatoire, donc sans ordre prédéterminé, à plus de 1 000 répondants du 16 au 19 juin 2023, ces derniers devant réagir à diverses expressions de l'idée républicaine, appliquée à l'état du Québec [voir Annexe 1 : méthodologie].

L'interprétation d'un sondage constitue toujours un exercice délicat, car en lui-même, un sondage comptabilise des opinions individuelles momentanées, à partir d'un échantillon aléatoirement choisi de personnes. Il ne mesure pas nécessairement un état stable de l'opinion, qui fluctue en fonction des circonstances et de l'évolution du débat public. La prudence dans l'interprétation d'un sondage est d'autant plus requise qu'il porte sur un sujet rarement abordé dans le débat public, qu'aucun sondage approfondi n'a examiné à ma connaissance. Il n'empêche que ce sondage Léger inédit nourrit des observations et des leçons intéressantes pour l'avenir.

I - Constats généraux : Un appui tendanciel à la république au Québec

Rappelons que les 12 questions proposent chacune soit d'éliminer un symbole, un rite ou une institution qui se rapportent à la monarchie canadienne, soit de souscrire à la république dans son principe ou ses traductions institutionnelles ou symboliques. Dans l'ensemble, les douze questions obtiennent plus de réponses très ou plutôt favorables que de réponses très ou plutôt défavorables. Les questions relatives à l'abolition du serment royal et au budget alloué au lieutenant-gouverneur récoltent les taux d'appui favorables les plus élevés. On approuve à 67 % l'abolition du serment royal des députés à l'Assemblée nationale, à 64 % l'élimination du serment royal pour les nouveaux citoyens établis au Québec et à 71 % la suppression du budget accordé au lieutenant-gouverneur. Ces trois questions reçoivent en particulier des avis très favorables à plus de 40 %. De même, le retrait des symboles royaux et impériaux dans les armoiries officielles du Québec recueille 58 % d'appuis favorables. Pour ces quatre questions, le taux de personnes interrogées qui ne désirent pas répondre ou ne savent pas que répondre est égal à 17 % ou moins.

D'autres questions portent directement sur l'idée républicaine, dans sa généralité ou ses implications institutionnelles. Ainsi, 45 % des répondants veulent que le Québec devienne une république, en remplacement de la monarchie constitutionnelle actuelle, alors que 33 % y sont opposés, avec 22 % d'indécis. Notons que cette question est posée sans référence au statut politique du Québec, comme état fédéré ou indépendant. Mais dès lors qu'on soulève des questions plus précises, qui mettent en œuvre l'idée de république, les taux d'appuis sont plus élevés. En effet, 65 % des répondants estiment que c'est le peuple qui doit détenir au Québec le pouvoir souverain plutôt que le roi britannique et ses représentants, contre 17 % d'avis défavorables. Interrogés sur l'idée d'adopter une constitution du Québec fondée sur les principes d'une république (souveraineté du peuple, l'élection des dirigeants, séparation des pouvoirs, etc.), les sondés soutiennent à 48 % cette idée, contre 31 % de personnes défavorables. Deux questions portent sur l'idée

de remplacer le lieutenant-gouverneur par un président. Si celui-ci est élu par l'Assemblée nationale, les appuis sont comptés à 49 %, contre 29 % d'avis défavorables ; si le président est élu directement par la population, les appuis montent à 53 %, contre 25 % d'avis défavorables.

Une question intéresse la place accordée aux grands défenseurs de l'idée de république dans l'enseignement de l'histoire québécoise. Les avis favorables à la proposition de lui donner une meilleure place atteignent le double des avis défavorables, 48 contre 24 %, mais le taux d'indécis s'élève à 27 %. Même si l'idée de doter le Québec d'un hymne national n'est pas en soi républicaine, elle peut accompagner un projet politique républicain. Elle cristallise 50 % d'appuis contre 35 % d'avis négatifs, la part des indécis descendant à 15 %.

Enfin, la mesure qui soulève le moins d'enthousiasme est celle de rendre officiel, en plus du fleurdelisé, le drapeau tricolore des Patriotes du Bas-Canada ; elle remporte 36 % d'adhésions, contre 32 % d'avis négatifs et 32 % d'indécis.

Bref, de ces résultats on peut observer une certaine tendance à appuyer les mesures qui promeuvent l'idée de république, bien que certaines d'entre elles ne suscitent pas un taux de réponse élevé, signe peut-être qu'une portion des personnes sondées ne sait pas que penser de ces propositions relativement nouvelles dans la discussion publique. Cependant, dès qu'on propose soit d'éliminer des symboles ou des institutions du monarchisme canadien (ou britannique), soit de traduire en réforme précise l'idée de république au Québec, on obtient des taux de réponses favorables plutôt élevés ou plus marqués. Malgré des fluctuations dans les avis favorables et défavorables, on observe une certaine cohérence dans les réponses offertes aux douze questions, puisque la tendance à vouloir supprimer les symboles et les institutions de la monarchie canado-britannique s'accompagne d'une tendance, un peu moins affirmée, mais significative, à vouloir concrétiser l'idée de république au Québec.

II - Les variations des réponses selon divers indicateurs sociaux ou géographiques

On observe plusieurs variations dans la répartition des réponses si l'on considère divers indicateurs, comme le sexe, l'âge, la langue, le revenu, la géographie. En général, les hommes sont plus « républicains » que les femmes pour l'ensemble des douze questions. Cependant, si l'adhésion aux douze propositions est moins forte chez les femmes, pour toutes ces questions, les réponses favorables excèdent les opinions défavorables. Les réponses sont donc alignées dans la même direction pour les deux sexes, avec des écarts allant de quelques points jusqu'à une quinzaine de points. Les très jeunes adultes (18 à 24 ans), curieusement, sont les moins enclins à soutenir certaines idées ou mesures républicaines, qui intéressent plutôt les tranches d'âge plus avancées. Cependant, certaines questions les rejoignent davantage et attirent chez eux des appuis supérieurs aux tranches d'âge subséquentes, comme l'idée d'adopter une constitution républicaine ou de rendre officiel le tricolore patriote. Ces résultats sont cohérents avec d'autres, qui montrent que les « étudiants » sont moins réceptifs que les « travailleurs » aux propositions républicaines.

Sans surprise, l'appui aux mesures liées à la république faiblit à Montréal et chez les non-francophones. Mais il faut se garder de céder aux jugements catégoriques. Chez les non-francophones, certaines questions suscitent plus d'approbation que d'avis négatifs, comme l'abolition du serment royal pour les députés québécois (42 % contre 34 %), la suppression du budget alloué au lieutenant-gouverneur (47 % contre 28 %) et l'idée qu'au Québec le pouvoir souverain devrait appartenir au peuple plutôt

qu'au roi britannique et à ses représentants (41 % contre 32 %). Par ailleurs, la suppression de budget dévolu au lieutenant-gouverneur reçoit 79 % d'appuis favorables chez les francophones, qui approuvent à 54 % l'idée que le Québec devienne une république, en remplacement de la monarchie constitutionnelle actuelle, et à 61 % la proposition que le lieutenant-gouverneur soit remplacé par un président élu par la population québécoise. On est en général plus favorable aux propositions républicaines en banlieue et dans le monde rural que dans le milieu urbain, sauf pour certaines questions, comme l'adoption d'une constitution fondée sur les principes d'une république ou d'un hymne national du Québec, pour lesquelles les soutiens s'avèrent un peu moins élevés en banlieue. Les appuis à ces propositions traversent aussi les classes de revenus. Cependant, si c'est dans la fourchette de revenu annuel allant de 60 000 à 79 000 \$ que les soutiens les plus élevés se signalent, c'est dans la catégorie précédente, celle des revenus de 40 000 à 59 000 \$, qu'ils sont les moins prononcés. Si l'on divise les répondants selon les occupations, les retraités apparaissent comme les plus favorables aux mesures proposées, suivis des travailleurs, alors que les étudiants et les personnes au foyer ou sans emploi manifestent moins d'enthousiasme, encore que sur certaines questions, ces deux dernières catégories réagissent plus favorablement que les deux autres.

CONCLUSION : Une idée qui a du potentiel

La question du régime politique, monarchie ou république, s'est rarement posée dans le débat public au Québec. La contestation du serment d'allégeance au souverain britannique exigé par la constitution canadienne des députés québécois et l'abolition de cette exigence par une loi de l'Assemblée nationale adoptée en décembre 2022 ont soudain braqué l'attention du public sur un rouage ancien du monarchisme canadien.

Le sondage réalisé par Léger sur les « perceptions de certains symboles au Québec » ne permet certes pas de mesurer les retombées de ce débat. Cependant, il éclaire de manière utile ce qui sous-tendrait la relative défaveur que la monarchie canado-britannique rencontre chez le public québécois dans les enquêtes d'opinion.

Les répondants à ce sondage semblent indiquer qu'on ne se suffit pas d'abolir le serment des députés; on pourrait éliminer, plus résolument encore, ce qui rappelle toujours l'institution monarchique, du serment royal requis des

nouveaux citoyens au budget octroyé au lieutenant-gouverneur, en passant par la rénovation des armoiries du Québec.

De plus, les répondants ne font pas barrage à l'idée de république, en particulier à celle d'une république du Québec qui remplace la monarchie actuelle ou à l'adoption d'une constitution du Québec à teneur républicaine, bien au contraire. Cependant, plutôt neuve et inusitée dans le débat public, l'idée de république n'a pas fait encore le plein de ses appuis, qui pourraient croître, si d'aventure l'on se mettait à mieux l'expliquer et à l'illustrer, comme à enseigner ses grands défenseurs à la jeunesse. En somme, c'est une belle inconnue qui a du potentiel.

ANNEXE 1 : Méthodologie

Réalisé par la firme Léger, le présent sondage a été mené par Internet auprès d'un panel de 1 003 Québécois et Québécoises âgés de 18 ans ou plus et recrutés de façon aléatoire.

Pour les fins de l'enquête, les questions ont été préparées par l'IRAI avec la collaboration de Léger.

La collecte des données s'est déroulée du 16 au 19 juin 2023.

Les répondants et répondantes ont pu accéder au questionnaire en langue française ou anglaise, selon leur préférence.

À l'aide des données du recensement, les résultats ont été pondérés selon l'âge, le sexe, la langue maternelle et la région de résidence, afin de garantir un échantillon représentatif de la population.

Les pourcentages sont arrondis au nombre entier le plus près.

Une marge d'erreur ne peut être associée à un échantillon non probabiliste – il s'agit ici d'un panel de répondants sondés par Internet. À des fins de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 003 répondants et répondantes aurait une marge d'erreur de $\pm 3,1$ % et ce, 19 fois sur 20.

Le rapport de sondage dressé par la firme Léger est disponible en version intégrale sur le site Internet de l'IRAI.

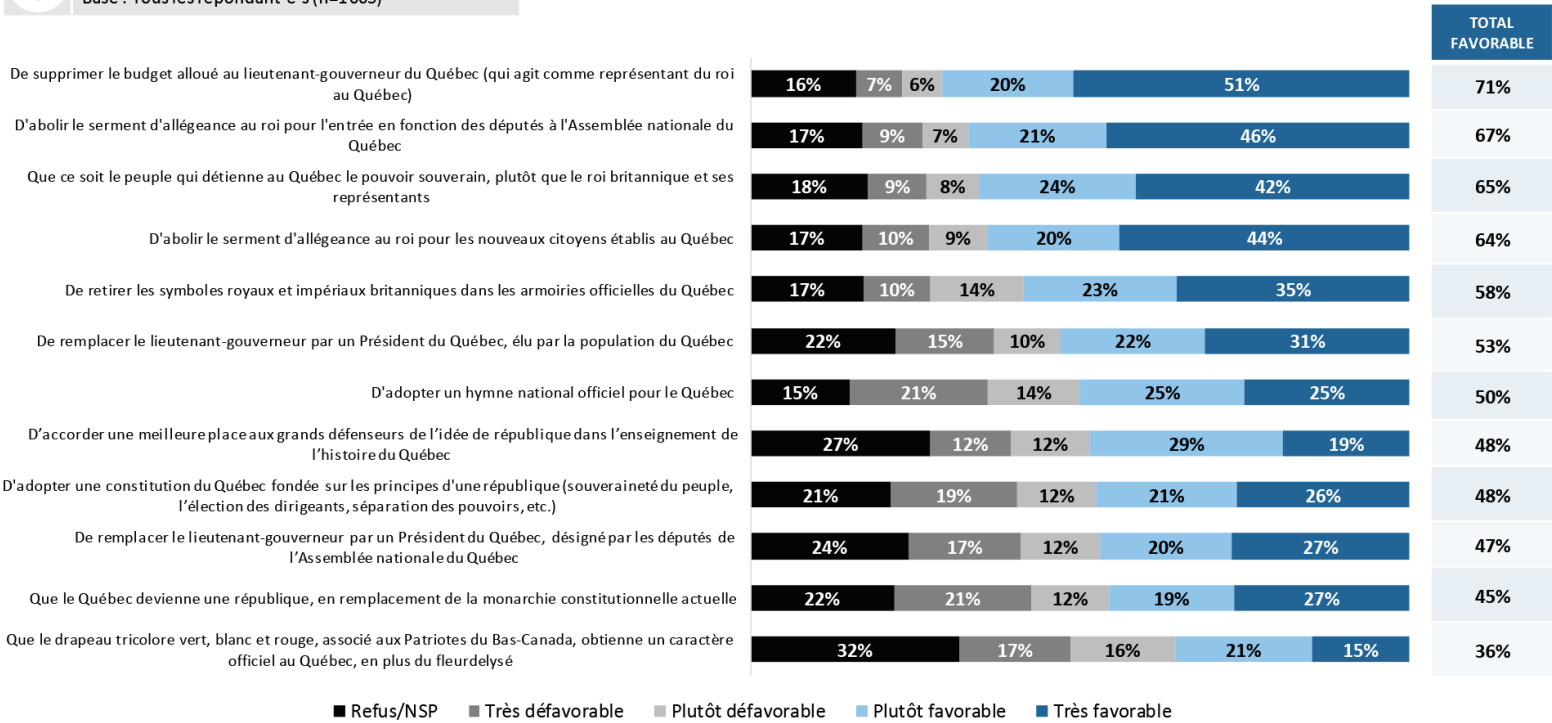
ANNEXE 2 : Tableau des résultats du sondage

*ANNOTATIONS EN BLEU PAR L'IRAI.

SYMBOLES POLITIQUES DU QUÉBEC



Q1. Êtes-vous favorable ou défavorable à l'idée ...
Base : Tous les répondant-e-s (n=1003)



Q1. Êtes-vous favorable ou défavorable à l'idée ...
Base : Tous les répondant-e-s (n=1003)

	TOTAL	GENRE		ÂGE			LANGUE		RÉGION		
		Homme	Femme	18-34	35-54	55+	Franco	Non-français	Mtl RMR	Qc RMR	Autre
de supprimer le budget alloué au lieutenant-gouverneur du Québec (qui agit comme représentant du roi au Québec)	71%	76%	66%	61%	72%	76%	79%	47%	64%	83%	77%
d'abolir le serment d'allégeance au roi pour l'entrée en fonction des députés à l'Assemblée nationale du Québec	67%	72%	62%	53%	64%	77%	75%	42%	62%	75%	71%
que ce soit le peuple qui détienne au Québec le pouvoir souverain, plutôt que le roi britannique et ses représentants	65%	69%	61%	59%	64%	70%	74%	41%	59%	73%	71%
d'abolir le serment d'allégeance au roi pour les nouveaux citoyens établis au Québec	64%	70%	58%	52%	64%	71%	74%	35%	59%	74%	68%
de retirer les symboles royaux et impériaux britanniques dans les armoiries officielles du Québec	58%	63%	54%	48%	53%	68%	66%	35%	55%	58%	62%
de remplacer le lieutenant-gouverneur par un Président du Québec, élu par la population du Québec	53%	59%	48%	50%	53%	55%	61%	29%	50%	61%	55%
d'adopter un hymne national officiel pour le Québec	50%	53%	48%	46%	49%	53%	60%	22%	45%	49%	58%
d'accorder une meilleure place aux grands défenseurs de l'idée de république dans l'enseignement de l'histoire du Québec	48%	54%	43%	44%	46%	53%	56%	26%	47%	47%	51%
d'adopter une constitution du Québec fondée sur les principes d'une république (souveraineté du peuple, l'élection des dirigeants, séparation des pouvoirs, etc.)	48%	55%	40%	46%	45%	51%	56%	23%	44%	49%	52%
de remplacer le lieutenant-gouverneur par un Président du Québec, désigné par les députés de l'Assemblée nationale du Québec	47%	52%	42%	41%	42%	54%	55%	23%	40%	54%	53%
que le Québec devienne une république, en remplacement de la monarchie constitutionnelle actuelle	45%	53%	38%	41%	45%	48%	54%	20%	40%	51%	50%
que le drapeau tricolore vert, blanc et rouge, associé aux Patriotes du Bas-Canada, obtienne un caractère officiel au Québec, en plus du fleurdelysé	36%	40%	31%	34%	35%	36%	42%	16%	35%	36%	36%

Annotations en bleu par l'IRAI :

- 47% (28% déf., 25% ind.)
- 41% (32% déf., 27% ind.)
- 50% (22% déf., 28% ind.)
- 41% (30% déf., 29% ind.)

